

MATHIEU MÉRINO

Chercheur au CREPAO - Université de Pau
et des Pays de l'Adour

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Résumé : l'insécurité alimentaire en Afrique révèle aujourd'hui trois composantes fortes. Tout d'abord, une malnutrition chronique, étroitement liée à la pauvreté et au sous-développement, caractérise le continent depuis quarante ans. Le développement du risque alimentaire en milieu urbain ensuite, a récemment débouché sur des «émeutes de la faim». Enfin, on assiste à une multiplication des famines, notamment liées aux conflits, et à une instrumentalisation politique plus générale de la faim.

La sécurité alimentaire, c'est-à-dire «l'accès permanent de tous aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active¹» se heurte aujourd'hui à un paradoxe. Depuis 1970, la production agricole mondiale a plus que doublé, ce qui conduit à l'existence de surplus alimentaires importants. Néanmoins, cette croissance globale de la production masque de fortes disparités. Ainsi, l'Organisation des Nations Unies (ONU) estime à 923 millions le nombre de personnes qui souffrent toujours de malnutrition chronique dans le monde, dont 95 % se situent dans les pays en voie de

développement². L'insécurité alimentaire s'aggrave tout particulièrement en Afrique, où la proportion de la population souffrant de faim chronique est la plus élevée au monde. En 2007, 212 millions de personnes souffrent de malnutrition sur le continent africain, soit un tiers de la population, contre 170 millions en 1990³. La disponibilité alimentaire quotidienne moyenne par individu reste toujours en deçà du seuil minimal⁴, malgré un recours croissant des États africains à l'aide alimentaire délivrée par le Programme Alimentaire Mondial⁵.

L'intensité du risque alimentaire reste néanmoins

2/ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 2008.

3/ FAO, 2008.

4/ Le besoin calorique pour une personne est compris entre 2500 et 2700 calories par jour. En Afrique subsaharienne, il est satisfait à hauteur de 2400 calories en moyenne. FAO, 2006.

5/ 36 pays d'Afrique subsaharienne sur les 45 recensés bénéficient de l'aide alimentaire onusienne. L. Cambrezy, P. Janin, «Le risque alimentaire en Afrique», in Y. Veyret (Dir.), *Les risques*, Paris, SEDES, 2003.

1/ Banque Mondiale, 1986.

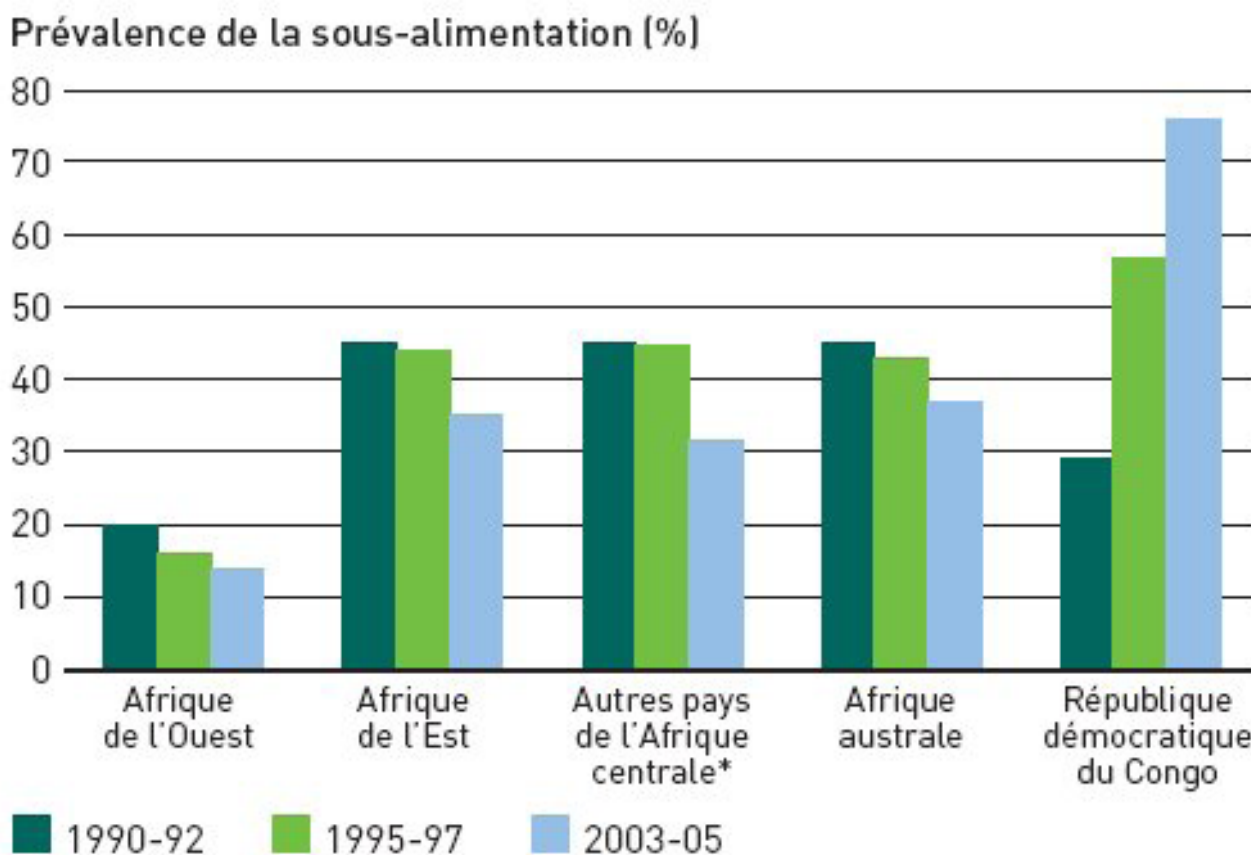
très variable. À l'échelle du continent, les zones centrale et orientale sont particulièrement touchées⁶, malgré des potentialités agricoles élevées, alors que l'Afrique de l'Ouest apparaît davantage préservée (voir Graphique n°1 : Tendances sous-régionales de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne). Au sein même des États, des différences significatives sont observées, à l'image du Kenya où les provinces de l'Est et du Nord-Est, semi-arides, sont régulièrement confrontées à des pénuries alimentaires, contrastant avec les hauts plateaux rutilants de la province Centrale et de la vallée du Rift. En effet, le risque alimentaire est la conjonction de facteurs multiples, le plus souvent cumulatifs, ce qui en complexifie la

cartographie. Les principaux facteurs générateurs du risque alimentaire apparaissent être : un degré élevé d'incertitudes climatiques (zones arides ou semi-arides telles que les pays sahéliens), un déséquilibre entre les besoins et les ressources, causé notamment par l'érosion des sols (Côte d'Ivoire) ou, à l'inverse, une dépendance à une ressource mise à mal (effondrement des cours d'une culture de rente, maladies affectant le cheptel ou les plantations). Les tensions ethniques et les conflits, souvent liés au contrôle des ressources, rendent également certaines régions plus fragiles comme récemment en République Démocratique du Congo, en Ouganda ou bien au Sierra Leone⁷.

6/ En 2008, près de 15 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire dans la Corne de l'Afrique. United Nations World Food Programme, 2008.

7/ « Hunger in Africa: Millions at risk », *African Research Bulletin*, Vol. 42, n° 8, August 16th – September 15th 2005.

**Graphique n°1: Tendances sous-régionales
de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne**



* À l'exclusion de la République démocratique du Congo.

Source: FAO.

Ainsi, l'insécurité alimentaire en Afrique révèle aujourd'hui trois composantes fortes. Tout d'abord, une malnutrition chronique, étroitement liée à la pauvreté et au sous-développement, caractérise le continent depuis quarante ans (1). Le développement du risque alimentaire en milieu urbain ensuite, a récemment débouché sur des « émeutes de la faim » (2). Enfin, on assiste à une multiplication des famines, notamment liées aux conflits, et à une instrumentalisation politique plus générale de la faim (3).

1. L'insécurité alimentaire chronique illustre avant tout les difficultés rencontrées par les paysannes africaines, qui représentent les trois-quarts des malnutris

Trois dimensions essentielles caractérisent la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, et stabilité au niveau des pays, des ménages et des individus. La disponibilité peut être assurée par une combinaison des offres intérieures, des importations et des stocks. L'accès dépend à la fois du niveau des revenus, de l'état des infrastructures, et de la performance des systèmes de commercialisation et de distribution.

La malnutrition chronique qui affecte le continent africain traduit les difficultés rencontrées à chacun

de ces niveaux, qui conduisent à des fluctuations importantes des rendements des petites exploitations familiales (1.1). Or ces dernières constituent l'ossature de l'agriculture en Afrique subsaharienne et mobilise la plupart des ruraux, plus de 55% de la population. Comme le note Sylvie Brunel, cette vulnérabilité aboutit au paradoxe selon lequel « plus un pays compte d'agriculteurs, plus il souffre de la faim⁸ ». Les trois-quarts des malnutris vivent ainsi en milieu rural (1.2).

1.1 - Une agriculture extensive et pluviale, qui accroît la vulnérabilité des exploitations familiales

Pour satisfaire aux besoins alimentaires liés à la forte croissance démographique, l'agriculture africaine a privilégié depuis les années 1960 l'extension des surfaces cultivées. La moto-mécanisation et la chimisation, caractéristiques des révolutions agricoles mondiales, restent un phénomène très limité. Par exemple, la consommation d'engrais est la plus faible au monde avec 11 kg à l'hectare (contre 66 kg en Amérique latine). Les cultures intensives, c'est-à-dire utilisatrices d'intrants et de techniques, se sont ainsi limitées à quelques zones à forte densité. On les retrouve plus particulièrement sur

8/ S. Brunel, *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Paris, Éditions Bréal, 2004.

les hauts plateaux rwandais, burundais, kenyans, dans les plantations ouest-africaines consacrées aux « cultures de rente » ou encore dans certains pays d'Afrique australe. Ainsi, la majorité des cultures reposent sur le brûlis suivi d'une jachère longue avec une faible utilisation d'intrants. Or, depuis les Indépendances, les rendements plafonnent, voire régressent, notamment en raison de la diminution de la durée des jachères⁹. Près des trois-quarts des terres sont désormais dégradés et on assiste à une baisse de la surface arable disponible par habitant, de moins 25 % en 15 ans¹⁰.

En outre, la plupart des cultures sont pluviales. Elles sont donc exposées aux aléas climatiques tels que les sécheresses ou les inondations. Or les deux tiers du continent sont sujets au risque de sécheresse dû à l'instabilité des pluies et leur mauvaise répartition dans l'espace et dans le temps¹¹. Certaines zones sont particulièrement concernées. Le Sahel, zone aride et semi-aride, est ainsi confronté depuis les années 1970 à une baisse significative de la pluviométrie. Par ailleurs, l'irrigation, concentrée dans quelques zones, reste peu développée : l'Afrique compte moins de 5 % de terres irriguées.

Cette sensibilité aux aléas concerne particulièrement les sociétés pastorales. Ces communautés, qui occupent souvent des zones semi-arides dans le cadre de l'élevage de bétail, sont confrontées de manière aiguë à la raréfaction des points d'eau et l'érosion des pâturages, rendant la dépendance à l'aide alimentaire de plus en plus prégnante. En Éthiopie par exemple, les pénuries en pâturages et en eau ont aggravé en 2008 la situation d'urgence alimentaire, qui touche désormais plus de 6 millions de personnes¹².

De manière générale, ces dynamiques aboutissent à des écarts de productivité très élevés par rapport aux puissances agricoles occidentales ou asiatiques : alors que dans le Sahel les rendements avoisinent aujourd'hui 5 quintaux par hectare (q/ha), les rendements peuvent atteindre 180 q/ha en Chine méridionale. De même, lorsqu'un seul agriculteur bien mécanisé du Middle West américain parvient à nourrir 5 500 personnes, un paysan malien n'en nourrit que deux¹³.

9/ D. Requier-Desjardins, *L'alimentation en Afrique: manger ce que l'on peut produire*, Paris, Karthala, 1989.

10/ PH. Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Éditions Sedes, 2007.

11/ FAO, 1996.

12/ « Éthiopie, les bénéficiaires de l'aide d'urgence, désormais 6,4 millions », *IRIN*, 16 octobre 2008.

13/ J.-P. Charvet, *L'alimentation dans le monde : mieux nourrir la planète*, Paris, Éditions Larousse, 2006.

1.2 - Un système de production familial entre incertitudes et contraintes

Cette évolution technique limitée en comparaison des agricultures productivistes répond à une double stratégie développée par les paysanneries africaines : une stratégie d'occupation des terres et une stratégie de minimisation des risques¹⁴.

Tout d'abord, dans de nombreux pays, la terre reste un bien collectif ou se caractérise par des règles de propriété floues. Or la question de la sécurité foncière est un élément déterminant pour la sécurisation alimentaire des populations. Dans ce contexte, le paysan privilégie le plus souvent la mise en culture d'une surface la plus large possible afin d'affirmer son droit d'usage. Le statut de la terre interagit ainsi étroitement avec les pratiques agricoles retenues.

En outre, l'agriculteur africain cultive en général plusieurs variétés. Cette polyculture permet un échelonnement des récoltes sur toute l'année, de manière à assurer l'autosubsistance. En situation de risque, une stratégie de polyvalence ou d'extensivité des cultures est ainsi généralement choisie¹⁵. Cette stratégie reste cependant peu pourvoyeuse en surplus. En effet, la majorité des récoltes sont autoconsommées, et le stockage ou la vente sont limités. Surtout, les risques et contraintes qui pèsent sur l'agriculture africaine sont pluriels :

- l'achat d'intrants est inaccessible financièrement pour une grande partie des paysans ;
- les infrastructures de transport et de distribution peuvent se révéler aléatoires ;
- la nécessité de recourir à des intermédiaires préempte des profits souvent minces ;
- l'irrégularité des marchés, notamment la tendance à la baisse des cours, décourage un accroissement de production, tandis qu'elle pénalise les revenus des paysans, y compris ceux produisant des cultures d'exportation.

Sur ce dernier point, deux dynamiques ont favorisé l'accroissement de l'insécurité alimentaire. D'une part, les petites agricultures africaines d'exportation (coton, café, cacao, sucre, banane), insérées depuis longtemps dans le marché mondial, sont confrontées depuis les années 1990 à la baisse des cours mondiaux alors que les mécanismes de stabilisation auparavant

14/ S. Brunel, *op. cit.*, 2004.

15/ PH. Hugon, *op. cit.*

financés par les États ont progressivement disparu¹⁶. D'autre part, les cultures vivrières sont concurrencées par des produits occidentaux à moindre coût, car hautement subventionnés par les États d'origine. Ainsi, de 1995 à 2002, le volume des importations en Afrique subsaharienne a augmenté de 89 % pour le blé, 46 % pour le riz et le volume de viande de volaille importé a triplé, sous l'effet principal de la baisse des prix à l'import, respectivement de 24 %, 35 % et 42 %¹⁷. À l'heure actuelle, l'Afrique importe 25 % des céréales qu'elle consomme¹⁸.

Au global, les paysanneries africaines paraissent très vulnérables. Certes, les paysans ont cherché à se prémunir des aléas, en développant le plus souvent des stratégies d'accumulation. Principalement, elles concernent soit le stockage des surplus dans des « greniers », qui permettront de faire face aux éventuels aléas de production les saisons suivantes, ou bien le développement d'une stratégie commerciale (vente de charbon, de produits cuisinés, etc.). Cette dernière permet alors au producteur de convertir l'argent récolté en bétail ou d'accroître ses stocks de denrées. Cependant, ces systèmes de production ne parviennent généralement pas à dégager de manière régulière et année après année, des surplus suffisants. L'équilibre alimentaire reste donc précaire. Le moindre aléa de production peut dériver vers un risque alimentaire aigu, auquel le paysan africain ne sera pas en mesure de répondre, en l'absence d'épargne monétaire suffisante pour la plupart d'entre eux.

La maladie fait partie de ces aléas, surtout dans des pays le plus souvent caractérisés par un accès insuffisant aux soins médicaux. Comme le note Annemarie Kormawa de *System-Wide Initiative for HIV/AIDS and Agriculture (SWIHA)*, « l'agriculture dépend de la main-d'œuvre. Or il est impossible de produire s'il n'y a personne pour travailler à la ferme¹⁹ ». Dans certaines parties de la vallée du Rift (Kenya), la production agricole de café, de thé et de sucre a baissé de 68 % en seulement une année à la suite de plusieurs épidémies de gripes et de fièvres survenues en 2005²⁰. De même, la crise alimentaire qui a touché en 2003 plusieurs pays d'Afrique australe, traditionnellement autosuffisants sur le plan alimentaire, est apparue comme une conséquence de la croissance dramatique du taux de contamination des populations par le

virus VIH. L'Afrique subsaharienne regroupe à elle seule 66 % de la population mondiale touchée par le virus. La population alors frappée est souvent la population la plus productive : de 15 % des adultes au Malawi jusque 39 % au Botswana, selon les données du Programme des Nations Unies sur le VIH/Sida²¹. La maladie déstabilise dès lors l'agriculture, dont la faible mécanisation la rend étroitement dépendante de la main-d'œuvre disponible, tandis que les personnes contaminées, qui se voient encore souvent exclues, ne sont plus en mesure d'accéder aux champs. En 2005, plus de 20 % des familles rurales ont réduit leurs activités agricoles au Burkina Faso car un ou plusieurs de leurs membres étaient touchés par le virus.

2. La dépendance alimentaire des villes et sa gestion constituent une nouvelle facette du risque alimentaire

Bien que de grandes cités aient marqué l'histoire du continent, à l'instar des cités swahilies en Afrique de l'Est, l'urbanisation reste un phénomène relativement récent en Afrique subsaharienne. Ainsi, depuis les Indépendances des États africains dans les années 1960 et 1970, les villes se sont significativement développées et rassemblent désormais 40 % de la population²². La forte croissance urbaine semble désormais interroger la forte dépendance alimentaire qui caractérise les métropoles (2.1), dont un exemple récent sont les « émeutes de la faim » (2.2).

2.1 - Les villes sous dépendance alimentaire

Le risque d'insécurité alimentaire est jugé moins prégnant en ville que dans les campagnes. En effet, historiquement, la ville est un milieu où la question de la disponibilité alimentaire est absente. Hors des situations exceptionnelles telles que les conflits, les villes sont alimentées sans discontinuité et les métropoles africaines se caractérisent par le foisonnement de marchés, petits commerces, supermarchés, et autres lieux d'approvisionnement. La forte croissance du volume de déchets par personne, notamment des emballages plastiques, traduit l'essor de la consommation de masse en milieu urbain²³.

En revanche, l'accessibilité financière des produits alimentaires est problématique, dans des milieux urbains caractérisés par des écarts de richesse significatifs et des conditions de vie difficiles pour

16/ Par exemple, le prix du café Robusta vendu à New York est passé de 160 cents de dollar la livre en 1995 à moins de 60 cents aujourd'hui ; celui du coton a chuté de 54 % depuis le milieu des années 1990.

17/ L. Cambrezy, P. Janin, *op. cit.*

18/ USAID, 2008.

19/ « AIDS Ravage », *African Research Bulletin*, Vol. 42, n° 8, August 16th – September 15th 2005.

20/ SWIHA, 2005.

21/ E. Harsch, « L'Afrique au-delà de la famine », *Afrique Relance*, vol. 17, n°1, mai 2003.

22/ Habitat, 2005.

23/ M. Mérino, « La gestion des déchets à Nairobi : perspectives de recompositions de l'action publique », in H. Charton, D. Rodriguez-Torres (Dir.), *Nairobi contemporain : les paradoxes d'une ville fragmentée*, Paris, Karthala, 2006.

une majorité des résidents, particulièrement dans les bidonvilles. Depuis les années 1980, alors que la croissance urbaine reste soutenue, la mise en place des plans d'ajustement structurel, qui a conduit à une cure d'amaigrissement des États africains, ainsi que le ralentissement économique rencontré par certains pays, ont en effet conduit à une pauvreté de masse dans les villes africaines²⁴. Beaucoup de citoyens sont donc fortement exposés au risque de ne pouvoir accéder économiquement à certaines denrées alimentaires indispensables, en l'absence de revenus suffisants. La production d'autosubsistance peut être un recours : entre 20 et 30 % de la population de Nairobi, la capitale kenyane, sont investis dans la petite agriculture urbaine.

La gestion au jour le jour et la débrouille sont ainsi la norme mais se trouvent confrontées à des contraintes nouvelles. Notamment, la pression foncière conduit à la réduction des espaces disponibles, repoussant la petite agriculture urbaine dans des interstices de plus en plus exigus²⁵. Les citoyens sont dès lors repoussés vers de nouveaux espaces dans le cadre du développement d'une petite agriculture vivrière, notamment dans les décharges comme cela est le cas sur la décharge municipale de Dandora à Nairobi (Kenya) ou bien celle de Vingunguti à Dar es Salaam (Tanzanie). Dans le domaine de l'eau, les résidents qui n'ont pour la plupart pas de connexion directe à l'eau potable se retrouvent sous la menace d'une rupture d'approvisionnement ou d'une hausse des prix. En 2000 à Nairobi, les canalisations d'eau se retrouvant à sec, les vendeurs ambulants ont multiplié le prix de la bonbonne d'eau par cinq, contraignant les plus pauvres à se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement souvent non-potables (rivières ou réservoirs par exemple).

2.2 - Les « émeutes de la faim », révélatrices de la sensibilité des citoyens à la fluctuation des prix des produits alimentaires

Les « émeutes de la faim », qui ont concerné plusieurs parties du monde depuis la fin de l'année 2007, dont l'Indonésie et l'Amérique latine, connaissent une intensité particulière dans les métropoles africaines. Ces manifestations contre la hausse des prix des produits alimentaires de base²⁶, souvent violentes, ont notamment marqué le Cameroun, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, Madagascar mais également le Kenya, le Mozambique, la Mauritanie, le Sénégal et le Nigeria. Ces manifestations ne sont

pas nouvelles dans les villes d'Afrique. La Zambie et la Côte d'Ivoire ont connu des épisodes similaires à la fin des années 1980. Néanmoins, elles se différencient par leur nombre important et simultané. En fait, les citoyens apparaissent extrêmement sensibles aux augmentations des prix des produits alimentaires dans un contexte de paupérisation accéléré en milieu urbain. En effet, les citoyens dépendent bien davantage que les ruraux d'un revenu monétaire s'agissant de la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Ils sont donc plus directement touchés par la hausse des prix alimentaires. Par ailleurs, une des caractéristiques importantes de l'alimentation urbaine en Afrique est la part importante occupée par les produits importés (blé, riz, viande, céréales, produits laitiers²⁷), ce qui explique la plus forte sensibilité des citoyens à l'évolution des cours mondiaux.

Ces manifestations ont fait rejaillir le débat sur les erreurs des politiques agricoles conduites par les États africains. Ces derniers sont souvent stigmatisés pour avoir trop longtemps privilégié l'exportation des cultures de rente, source de devises mais également d'une manne qui a pu être captée par le pouvoir en place grâce à une intervention massive de l'administration dans le système de commercialisation, au détriment des cultures vivrières²⁸. En outre, les dévaluations des monnaies africaines dans les années 1980 et 1990, notamment en zone franc, ont rendu les importations très attractives. Ainsi, les importations de céréales en Afrique ont été multipliées par cinq depuis 1965 tandis que la production locale était divisée par deux²⁹.

Ces manifestations témoignent surtout de la fragilisation du pacte social urbain³⁰. Il est à noter que ce sont les classes moyennes les plus mobilisées dans le cadre de ces manifestations. La mobilisation de cette catégorie sociale témoigne des difficultés qu'elle rencontre dans un contexte où les dynamiques sociales et économiques la heurtent de plein fouet (explosion des prix du logement, réduction des emplois dans la fonction publique, etc.). Ainsi, les protestataires n'étaient pas forcément les plus pauvres, mais ceux qui percevaient le plus durement une conjoncture qui freine sévèrement les projets d'ascension sociale qu'ils peuvent nourrir.

24/ P. Hugon, R. Portier, « Villes d'Afrique », *Afrique contemporaine*, n°168, 1993.

25/ R. Stren, R. White (Dir.), *Villes africaines en crise : gérer la croissance au Sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1993.

26/ S'agissant du riz par exemple, les cours ont doublé au cours du premier trimestre 2008.

27/ M.J. Cohen, « Food Security: Vulnerability Despite Abundance », *Coping with Crisis/Working Paper Series*, IPA, July 2007.

28/ G. Courade, « Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ? », *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990.

29/ S. Brunel., *op. cit.*, 2004.

30/ F. Leimdorfer, A. Marie (Dir.), *L'Afrique des citoyens. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003.

3. L'insécurité alimentaire est une ressource politique mobilisée dans le cadre des stratégies de pouvoir et d'accumulation

Une des principales images de l'Afrique depuis les Indépendances est celle d'un continent continuellement traversé par des crises alimentaires : le Biafra dans les années 1960, le Sahel dans les années 1970 et 1980 ou encore la Corne de l'Afrique, notamment sur la période 1984-1986. L'Afrique subsaharienne est ainsi confrontée à une « faim aiguë³¹ ». Des années 1960 aux années 1980, les famines ont particulièrement touché les pays caractérisés par une forte densité de population et une vulnérabilité aux aléas climatiques. Les pays les plus concernés, notamment sahéliens, ont ainsi développé depuis les années 1970 leur capacité d'anticipation et de gestion des crises afin d'éviter des pénuries alimentaires généralisées³². Ils n'empêchent néanmoins pas la survenance de pénuries alimentaires localisées, comme au Niger en 2005.

Pour autant, les famines subsistent mais elles ne se localisent plus seulement dans les traditionnels « pays de la faim »³³. Elles se multiplient avec de plus en plus d'acuité bien au-delà de l'arc sahélien : l'Éthiopie en 1984, le Libéria de 1989 à 1992, la Somalie en 1992, le Soudan en 1994, la Sierra Leone de 1997 à 1998, le Zimbabwe en 2004 et en 2008 ou le Darfour de 2004 à 2008. Leur survenance est devenue étroitement liée aux logiques de conflits (3.1), reflétant plus largement une instrumentalisation de la faim (3.2).

3.1. - Famine et pouvoir : un nouvel instrument de lutte

L'affamement des populations est devenu, dans le cadre des conflits armés pour la captation des richesses et du pouvoir, un véritable instrument de lutte à partir des années 1990. Sur le plan alimentaire, plusieurs spécialistes s'accordent alors pour parler de la « décennie du chaos³⁴ ».

En effet, l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées dans les années 1990 est principalement due à une dizaine de pays minés par la guerre ou les conflits. On retrouve notamment le Burundi, l'Érythrée, le Rwanda, le Libéria, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Somalie, l'Angola et le Soudan. L'aggravation de l'insécurité alimentaire en République démocratique

du Congo est particulièrement alarmante, le nombre de personnes sous-alimentées ayant triplé entre 1990 et 2003, passant de 12 millions à 36 millions, soit 72 % de la population³⁵. Ainsi, les pays marqués par les conflits, qui conduisent notamment des milliers de personnes à l'exode, sont caractérisés par les situations alimentaires les plus graves (voir carte n°1 : Principaux conflits et risque alimentaire depuis les années 1990).

Les mouvements armés conduisent en effet, de manière plus ou moins organisée et systématique, à un pillage des vivres, du bétail, détournent également la main-d'œuvre jeune vers le front et détruisent habitations et greniers. Par ailleurs, l'insécurité qui s'installe jette souvent les populations sur les routes. Ces conflits ont en effet contraint des millions de personnes à être déplacées ou à se réfugier dans d'autres pays, en direction de camps érigés sous l'égide des organisations humanitaires, qui se révèlent la seule issue pour ces populations menacées physiquement. Par exemple, les conflits des mois de novembre et décembre 2008 au Kivu (République démocratique du Congo) ont une nouvelle fois entraîné un déplacement de population. Plus d'un million de personnes dépend désormais d'une aide alimentaire dans cette région³⁶.

La crise économique rencontrée par plusieurs États africains, dans un contexte de coupe sombre de l'aide publique au développement, conduit plus largement à faire de la famine « non plus une conséquence malencontreuse des conflits, mais leur argument. (...) La famine ne se produit pas parce que la guerre éclate mais parce qu'elle représente par elle-même une stratégie de contrôle qui a fourni la preuve, sans cesse renouvelée, de son efficacité³⁷ ». L'affamement des populations répond en effet à deux principales stratégies, décrites par Sylvie Brunel :

1. Les famines sont devenues un outil de contrôle ou d'élimination des populations indésirables. La main mise sur l'accès à la nourriture permet en effet un contrôle étroit des populations, comme l'ont illustré l'Éthiopie et l'Érythrée. Dans ces deux États, les gouvernements laissent s'installer des pénuries dans les régions aux tendances centrifuges, telles que l'Ogaden en 2000, tout en captant une partie de l'aide humanitaire d'urgence qui est alors orientée vers les populations ayant prêté allégeance. L'installation de la famine en Éthiopie en 1984-1986 a également révélé

31/ S. Brunel, *Famines et Politiques*, Paris, Presses de Science Po, 2002.

32/ Des systèmes précoces d'alerte, sous l'égide des États et des organisations internationales, assurent une veille et permettent la mise en place, le cas échéant, de mécanismes stabilisateurs (stockage supplémentaire avant la survenance de la crise, puis écoulement des stocks pour abaisser les prix et distribution d'aide alimentaire aux personnes les plus vulnérables).

33/ S. Brunel, *op. cit.*, 2002.

34/ S. Brunel, *op. cit.*, 2002.

35/ FAO, 2006.

36/ Organisation des Nations Unies, 2008.

37/ F. Jean, *Éthiopie, du bon usage de la famine*, Paris, Médecins sans frontières, 1986.

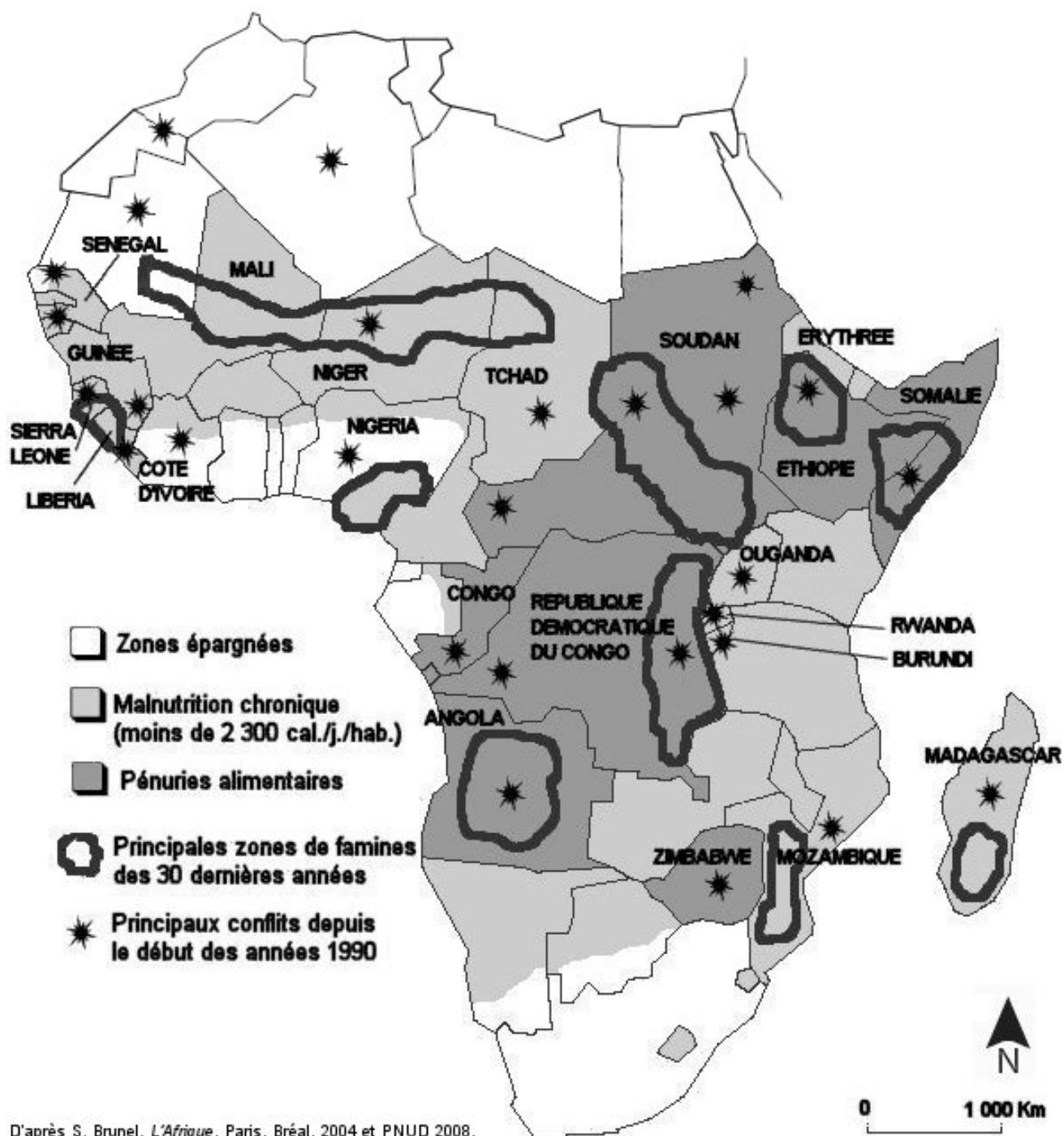
le rôle joué par le gouvernement en place³⁸. En 2004, la famine du Darfour (Nord-Est du Soudan) fait suite aux déplacements massifs des populations de cette région, soumises à des raids meurtriers, tandis que le gouvernement soudanais empêchera plusieurs mois l'aide

internationale d'intervenir.

2. L'affaiblissement des populations attire une aide internationale que les « entrepreneurs de la famine » espèrent pouvoir capter à leur profit.

38/ J.-F. Bayart *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Carte n°1: Principaux conflits et risque alimentaire depuis les
années 1990



D'après S. Brunel, *L'Afrique*, Paris, Bréal, 2004 et PNUD 2008.

Réalisation: Mathieu Mérino, 2009.

3.2. - Les autres stratégies de la faim

L'accès aux denrées alimentaires et son corollaire, la question foncière, sont des ressources politiques fréquemment mobilisées par les personnes et groupes au pouvoir ou souhaitant y accéder. En périodes pré-électorales et électorales, les distributions alimentaires sont des pratiques communes et prennent des formes variées. La plus fréquente est la distribution des produits de base aux populations desquelles le vote favorable est recherché. Elle est opérée dans le cadre des meetings électoraux ou lors de campagnes de distribution. Lors des scrutins présidentiels de 1997 et 2002 au Kenya, le parti au pouvoir, la *Kenya National African Union*, a organisé des distributions de produits alimentaires de base lors de meetings politiques, notamment dans les provinces de l'Est et du Nord-Est. De même au Togo, lors des élections parlementaires en 2007, les candidats du *Rassemblement du Peuple Togolais* ont distribué des produits alimentaires le mois précédant l'élection.

Ces pratiques révèlent plus généralement une composante centrale de l'État postcolonial africain, basé sur des mécanismes de redistribution, tantôt institutionnalisés tantôt officieux, qui lui ont permis de s'enraciner dans les terroirs par « la politique du ventre³⁹ ». Ainsi, l'entrepreneur politique en Afrique subsaharienne sera notamment jugé à sa capacité à redistribuer, à « faire manger » les proches, le village, la région ou l'ethnie, mais également à développer les infrastructures (routes, écoles, électrification).

L'importance de cette redistribution conduit certains gouvernements à créer des situations d'insuffisance alimentaire afin de pouvoir décaisser une aide alimentaire qui sera médiatisée, et qui lui attachera l'allégeance d'une partie de la population. Dans la même lignée, certains gouvernements auront tendance à exagérer l'état de la situation alimentaire, pour pouvoir délivrer cette aide, comme cela a été le cas dans la région du Nord du Kenya en 2002 à l'approche des élections présidentielles ou bien dans celle de Brong Ahafo au Ghana lors des élections de 2008.

La question de l'accès, de l'usage et de la maîtrise du foncier joue également fortement sur la sécurité alimentaire des populations et se voit également instrumentalisée par les politiques. Le Zimbabwe, considéré comme le grenier de l'Afrique australe jusqu'à la fin des années 1990, est un exemple illustratif. En instrumentalisant la question foncière, dans une situation de fortes inégalités héritée de la période coloniale où l'essentiel des terres cultivables appartient à des « fermiers blancs », le Président Mugabe a entrepris une réforme agraire depuis le début des années 2000, qui s'est notamment traduite par l'expropriation des propriétaires des grandes exploitations. L'effondrement de la production et l'envolée des prix qui s'en sont suivis ont conduit à une disette pour une part significative de la population. Aujourd'hui, ce sont plus de cinq millions de Zimbabwéens qui dépendent de l'aide alimentaire.

39/ J.-F. Bayart L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayart, 1989.

Annexes

Bibliographie indicative

- Bayart, J-F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayart, 1989.
- Brunel, S., *Famines et Politiques*, Paris, Presses de Science Po, 2002.
- Brunel, S., *L'Afrique : un continent en réserve de développement*, Paris, Éditions Bréal, 2004.
- Cambrezy, L., Janin, P., « Le risque alimentaire en Afrique », in Veyret, Y. (Dir.), *Les risques*, Paris, SEDES, 2003.
- Charvet, J.P., *L'alimentation dans le monde : mieux nourrir la planète*, Paris, Éditions Larousse, 2006.
- Cohen, M.J., « Food Security: Vulnerability Despite Abundance », *Coping with Crisis/Working Paper Series*, IPA, July 2007.
- Courade, G., « Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ? », *Politique Africaine*, n°39, octobre 1990.
- Dubresson, A. (Dir.), *Les Afriques au Sud du Sahara*, Paris, Belin, 1994.
- FAO, *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, Organisation des Nations Unies, Rome, 2006.
- FAO, *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*, Organisation des Nations Unies, Rome, 2008.
- Harsch, E., « L'Afrique au-delà de la famine », *Afrique Relance*, Vol. 17, n°1, mai 2003.
- Hugon, Ph., *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Editions Sedes, 2007.
- Hugon, P., Portier, R., « Villes d'Afrique », *Afrique contemporaine*, n°168, 1993.
- Janin, P., Suremain, C-E., « La question alimentaire en Afrique : entre risque et politisation », *Revue Tiers Monde*, vol.66, n°184, 2005.
- Jean, F., *Éthiopie, du bon usage de la famine*, Paris, Médecins sans frontières, 1986.
- Leimdorfer, F., Marie, A. (Dirs), *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003.
- Requier-Desjardins, D., *L'alimentation en Afrique : manger ce que l'on peut produire*, Paris, Karthala, 1989.
- Stren, R., White, R. (Dirs), *Villes africaines en crise : gérer la croissance au Sud du Sahara*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- World Bank, *Poverty and Hunger: issues and options for food security in developing countries*, BM, Washington, 1986.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

FONDATION pour la **RECHERCHE STRATÉGIQUE**